

Economie Sociale et Solidaire : un levier de promotion d'emploi pour une Croissance Inclusive au Maroc – Cas des coopératives marocaines-

Social and Solidarity Economy: a lever of employment promotion for Inclusive Growth in Morocco - Case of Moroccan cooperatives-

EL HARRAK Nahid

Doctorante chercheuse à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales
Mohammedia, Université Hassan II de Casablanca, FSJES de Mohammedia.

Laboratoire de Recherche en Entrepreneuriat et Management de l'Environnement de
l'Entreprise (LAREME).

E-mail : nahidelharrak92@gmail.com

SMOUNI Rachid

Professeur d'Enseignement Supérieur à la Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et
Sociales Mohammedia, Université Hassan II de Casablanca, FSJES de Mohammedia.

Laboratoire de Recherche en Entrepreneuriat et Management de l'Environnement de
l'Entreprise (LAREME).

E-mail : rsmouni@yahoo.fr

Date de soumission : 10/05/2019

Date d'acceptation : 08/07/2019

Pour citer cet article :

EL HARRAK N. & SMOUNI R. (2019) « Economie Sociale et Solidaire : un levier de promotion d'emploi pour une Croissance Inclusive au Maroc – Cas des coopératives marocaines- » Revue Internationale des Sciences de Gestion « Numéro 4 : Juillet 2019 / Volume 2 : numéro 3 » p : 480 - 495

Résumé :

Ensemble d'initiatives économiques qui respectent avant tout l'homme et l'environnement, l'ESS est un levier de croissance inclusive. En effet, elle permet à toutes les catégories sociales de participer à la consolidation de la cohésion sociale et à l'amélioration de la croissance économique.

L'analyse des contraintes à une croissance inclusive relève de plusieurs défis, mais grâce aux acteurs de l'ESS, la réalisation d'une telle croissance est envisageable.

Après avoir démontré la relation théorique entre le processus de l'ESS et la croissance inclusive, ce travail essaiera de répondre à la problématique de la contribution réelle de l'ESS à une croissance inclusive dans un pays en développement comme le Maroc.

Les opportunités qu'offre l'ESS à la construction d'une économie inclusive n'est plus à démontrer.

Enfin et dans un but de consolider son rôle dans une telle société, l'ESS a besoin d'être appuyée par une politique publique adéquate et une coopération entre tous les acteurs.

Mots clés :

Economie Sociale et Solidaire ; Croissance inclusive ; Chômage ; politique de l'Emploi ; Coopératives.

Abstract :

A set of economic initiatives that respect first and foremost humans and the environment, the SSE being defined as a lever of inclusive growth. In fact, it allows all social categories to participate the consolidation of social cohesion and the improvement of economic growth.

The analysis of the constraints to an inclusive growth raises several challenges. But, thanks to the actors of the ESS, the achievement of such a growth is possible.

After demonstrating the theoretical relationship between the SSE process and inclusive growth, this work will attempt to address the real contribution of the SSE to inclusive growth in a developing country like Morocco.

The opportunities offered by the ESS to build an inclusive economy are well established.

Finally and in order to consolidate its role in such a society, the SSE needs to be supported by an adequate public policy and cooperation between all actors.

Keywords :

Social and Solidarity Economy ; Inclusive Growth ; Unemployment ; Employment policy ; Cooperative.

INTRODUCTION

« Nous reconnaissons que, en plus des responsabilités propres que nous devons assumer à l'égard de nos sociétés respectives, nous sommes collectivement tenus de défendre, au niveau mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité » (Nations Unies, 2000) telle était l'affirmation des dirigeants lors de la déclaration du millénaire. Suite à cet événement et après avoir senti un besoin ardent de réagir à la détérioration de la planète et de ses habitants, huit Objectifs du Millénaire pour le Développement¹ ont été adoptés pour la période 2000-2015.

Importants soient-ils, les OMD et les tentatives de leur réalisation étaient couronnées par plusieurs progrès au niveau de l'égalité dans l'enseignement primaire entre les filles et les garçons et de la réduction de moitié la proportion de personnes n'ayant pas accès à des sources d'eau améliorées, ainsi qu'au niveau de la lutte contre le paludisme et la tuberculose. Cependant plusieurs limites étaient enregistrées. Et des progrès inégaux étaient observés. En effet, même si plusieurs progrès ont été réalisés, plusieurs groupes semblent avoir été laissés de côté.

C'est pour dépasser cette limite que tout un objectif parmi les Objectifs du Développement Durable (2015-2030), est consacré à la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable. Il est temps alors « d'assurer que chacun d'entre nous -indépendamment de l'origine ethnique, du sexe, de la situation géographique, du handicap, de la race ou d'autres critères- bénéficie des opportunités économiques les plus élémentaires et jouisse pleinement des droits de l'homme » (Nations Unies, 2015). La croissance inclusive est dorénavant un objectif prééminent de chaque pays y compris le Maroc.

La réalisation de ce genre de croissance au Maroc est un défi majeur vu les différentes contraintes dont il souffre : une économie vulnérable, un état social défavorable et un environnement non-satisfaisant. D'où l'importance de la contribution de tous les acteurs à savoir ceux de l'Economie Sociale et Solidaire. En fait, cette économie regroupe des

¹ Les 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement :

- | | |
|---|---|
| -Réduire l'extrême pauvreté et la faim. | -Améliorer la santé maternelle. |
| -Assurer l'éducation primaire pour tous. | -Combattre les maladies. |
| -Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes. | -Assurer un environnement humain durable. |
| -Réduire la mortalité infantile. | -Mettre en place un partenariat mondial pour le développement |

structures qui cherchent à concilier la finalité humaniste des activités du développement économique et la justice sociale. Elle est considérée comme le troisième pilier sur lequel doit pouvoir reposer une économie équilibrée et inclusive aux côtés du secteur public et du secteur privé. Cette économie a le potentiel et les moyens de mobiliser et de créer des richesses importantes, aussi bien matérielles qu'immatérielles (CESE, 2015).

La problématique à laquelle cet article essayera d'apporter des pistes de réponses est la suivante :

« L'économie sociale et solidaire pourrait-elle contribuer réellement à la réduction du chômage au Maroc? »

Afin de répondre à cette problématique, la démarche adoptée s'étalera sur deux axes complémentaires. Le premier, sera consacré à la conceptualisation théorique de l'économie sociale et solidaire et son impact sur la croissance inclusive. Quant au deuxième, il étudiera l'impact de l'économie sociale et solidaire sur la promotion de l'emploi dans un but d'une croissance inclusive.

1. CONCEPTUALISATION THEORIQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET SON IMPACT SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE

L'économie sociale et solidaire et la croissance inclusive sont parmi les notions les plus discutées au sein des débats politiques, économiques et sociaux. Elles sont à la base de chaque décision stratégique de n'importe quel pays. Il est alors essentiel et indispensable de tarder sur leurs conceptualisations théoriques afin de pouvoir mieux les cerner et de comprendre ainsi la relation d'impact qui les unit.

1.1. CONCEPTUALISATION THEORIQUE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

D'un point de vue théorique, l'économie sociale s'est démarquée de l'économie classique. Elle était, lors de son apparition, une approche disciplinaire de l'économie qui essayait de prendre en considération les normes et les valeurs sociales. En effet, même si au départ, Charles Gide l'a considéré comme une approche d'économie politique qualifiée d'antagoniste par rapport à celle des néoclassiques de la fin du 19^{ème} siècle, il a vite pris connaissance de sa valeur en la présentant comme une approche nécessaire et complémentaire à celle de l'économie néoclassique.

Vu l'ampleur qu'a connu l'économie sociale, plusieurs définitions ont été proposées. Citant par exemple celle d'Henri Desroche (1983) qui définit l'économie sociale à partir de ses composantes. Trois composantes (coopératives, mutuelles et associations) sont à caractère certain. Alors que quatre d'autres (entreprise à participation ouvrière, entreprise mixte en partenariat avec une municipalité, entreprise publique ayant une certaine autonomie de gestion et entreprise privée en partenariat avec un syndicat) sont alors à caractère incertain (Desroche, 1983). Cependant, cette définition était jugée incomplète, vu qu'elle s'intéresse seulement au statut juridique des entreprises en laissant de côté les pratiques.

Alors en prenant en considération la limite de la définition précédente, Claude Vienney a proposé une définition plus complète. En fait, selon lui, l'économie sociale est une combinaison d'un groupement de personnes et d'une entreprise produisant des biens ou services en se basant sur quatre règles essentielles (Bouchard, et al., 2001) :

- Une règle relative au groupement de personnes (l'égalité)
- Une règle relative aux rapports membres-entreprise (déterminant de l'activité de l'entreprise)
- Une règle relative aux rapports entreprise-membres (distribution des résultats)
- Une règle relative à l'entreprise ou l'organisation (propriété durablement collective)

Quant à Jean-Louis Laville, il a proposé une définition de l'économie sociale particulièrement appropriée aux services de proximité et à leur dynamique sociale. D'où le terme de l'économie solidaire. La définition comprend trois éléments (Lévesque & Mendell, 1999):

- l'économie solidaire est basée sur la construction conjointe de l'offre et de la demande par les professionnels et les usagers, à partir d'une impulsion réciproque.
- l'économie solidaire rassemble et mélange harmonieusement l'économie marchande, l'économie non marchande et l'économie non monétaire.
- l'économie solidaire occupe une place importante dans le modèle de développement en émergence.

En gros, l'ESS désigne les entreprises qui tiennent compte des valeurs sociales par des pratiques concrètes, entre autres :

- Les membres ne sont pas prioritaires
- Les résultats ne sont pas redistribués en fonction de l'apport en capital-actions
- Les rapports entre l'économique et le social est à l'échelle de la société et non plus à l'échelle d'une entreprise
- Leur raison d'être est à finalité sociale.

Rassemblant ces caractéristiques, l'ESS est présentée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) comme une notion désignant des entreprises et organisations (coopératives, mutuelles, associations, fondations, et entreprises sociales) ayant comme spécificité de produire des biens, des services et des connaissances tout en poursuivant des objectifs à la fois économiques et sociaux et de promotion de la solidarité (Masquelin, 2014).

Mais aujourd'hui, l'enjeu n'est plus de comprendre l'importance de l'économie sociale et solidaire. Cela est devenu une évidence. L'enjeu est, en effet, le choix d'un modèle de développement plus convenable. D'où la notion de croissance inclusive.

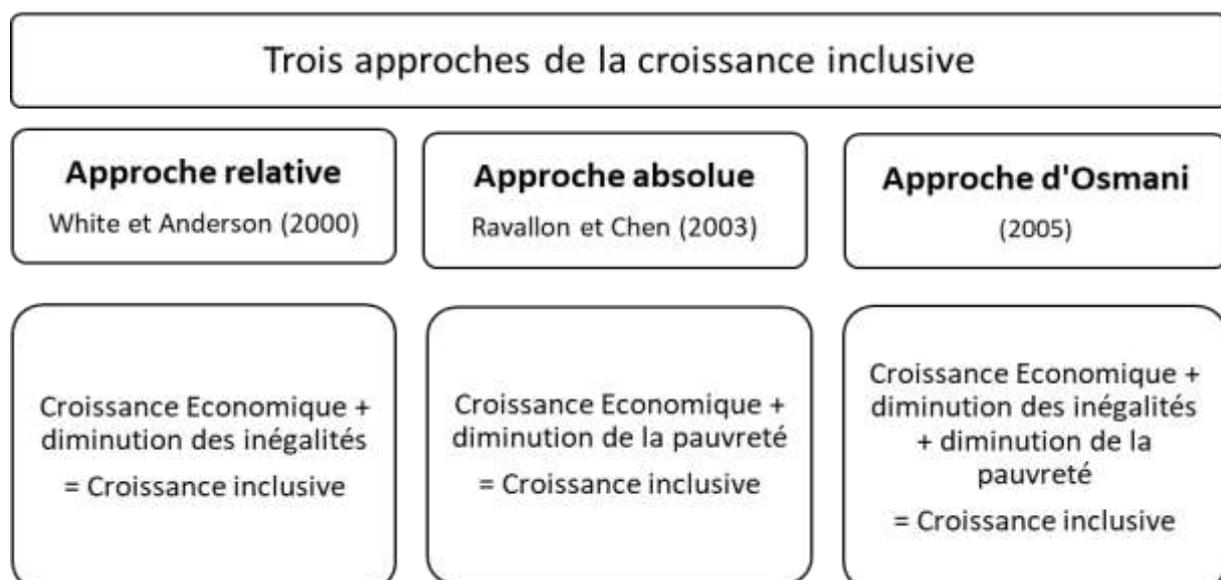
1.2. IMPACT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE

Afin d'être en mesure de cerner la relation établie entre l'économie sociale et solidaire et la croissance inclusive, il est crucial de tarder sur la compréhension de la notion de la croissance inclusive.

En effet, la croissance inclusive n'est pas un concept nouveau. Ses premiers éléments théoriques ont émergé dans les années 1950. Mais c'est surtout dans les années 1990 que la croissance inclusive a connu une nouvelle ampleur.

Il est un concept de nature multidimensionnelle. En effet, il est possible de relever trois définitions principales qui caractérisent la croissance inclusive : celle de croissance pro-pauvre relative, celle de croissance pro-pauvre absolue et une dernière qui mêle ces deux approches (Sadni Jallab, 2012) (voir figure 1) :

Figure 1 : Les trois approches de la croissance inclusive



Source : Auteurs

Selon l'approche relative [White & Anderson (2000)], la croissance est dite inclusive ou pro-pauvres lorsque les plus pauvres bénéficient plus que les autres des fruits de la croissance. Ce qui revient à dire que le taux de croissance du revenu des individus les plus pauvres sera plus important que celui des individus non-pauvres.

Après cette approche relative, une autre approche dite absolue [Ravallion & Chen (2003)] s'est intéressée particulièrement à la diminution de la pauvreté. En effet, la croissance sera dite inclusive lorsqu'elle s'accompagne d'une réduction du taux de pauvreté en terme absolu (Ndéré, 2016). Toutefois, cette approche suppose que la croissance économique s'accompagne automatiquement avec la réduction des inégalités domestiques ce qui n'est pas toujours juste d'après Bourguignon (2010).

Il peut apparaître que la distinction entre les approches relative et absolue est assez facile. Cependant, elle est moins tranchée qu'il n'y paraît, puisque l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté dépend du niveau de départ d'inégalité des revenus (Chataigner & Raffinot, 2005).

En prenant conscience de cette liaison qui rassemble les deux approches et de leurs limites, l'approche d'Osmani (2005) vient pour nommer croissance inclusive toute croissance qui contribue non seulement à la diminution de la pauvreté mais aussi à la réduction des inégalités. Selon Osmani, la croissance pro-pauvre doit prendre alors en considération à la fois l'ampleur de la croissance et la manière dont ses fruits sont répartis entre les pauvres et les non-pauvres (Gabsi, 2016).

Suite à cette dernière approche, trois piliers de la croissance pro-pauvres se distinguent : une dimension économique, une dimension sociale et une dimension environnementale (Sadni Jallab, 2012) (voir figure 2)

Figure 2 : Les trois piliers de la croissance inclusive

Trois piliers de la croissance inclusive	Dimension économique	croissance du PIB réel par habitant
	Dimension sociale	présence de filets sociaux atténuant tout choc exogène qui affecterait le système économique national ou régional
	Dimension environnementale	durabilité de la croissance

Source : Auteurs

Basée sur deux piliers essentiels (croissance participative et croissance distributive), la croissance inclusive se trouve en relation étroite avec l'économie sociale et solidaire. En effet, l'essence même de cette économie se base sur le fait de promouvoir un esprit d'entraide afin de répondre aux besoins sociaux de la population. Et grâce à cela, une cohésion économique, sociale et territoriale peut être atteinte. Chercher à utiliser la croissance économique pour défendre les principes d'équité et de justice sociale, veut dire, chercher en fait, à réaliser une croissance inclusive.

L'impact de l'ESS sur la croissance inclusive est alors un impact fort et positif. Grâce à cette économie, la promotion de ce genre de croissance est possible. Et donc, l'ESS est un facteur, levier et locomotive d'une croissance inclusive, partagée et durable.

2. L'IMPACT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE SUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DANS UN BUT D'UNE CROISSANCE INCLUSIVE

Certes le Maroc souffre de plusieurs défis qui entravent sa réalisation d'une croissance inclusive à savoir le chômage, mais les acteurs de l'économie marocaine n'épargnent pas d'efforts pour y faire face. L'économie sociale et solidaire qui s'active pour la noble cause d'améliorer le bien être de la société, fait alors de la promotion de l'emploi un de ses objectifs primordiaux nécessaires à atteindre pour réaliser une croissance inclusive (Villemeur, 2017).

2.1. UNE POPULATION ACTIVE IMPORTANTE AU MAROC MAIS SOUFFRANTE DE CHOMAGE

Chaque pays compte sur sa population active pour réaliser ses objectifs stratégiques. Or, si cette même population constitue une limite, le développement du pays devient irréalisable.

D'après les résultats publiés en Juin 2019 par le Haut-Commissariat au Plan (voir tableau 1) présentant les statistiques du troisième trimestre de l'année 2018 (HCP, 2019), le Maroc bénéficie d'une population active de 11.729.392 personnes (y compris moins de 15 ans pour les actifs occupés). Soit 33,26% de sa population totale. Or, au lieu de contribuer pleinement au développement du pays, une grande partie de cette population souffre du chômage.

En effet, en plus du fait que 66,74% de la population totale du Maroc est inactive (23.536.566 personnes sont inactives parmi une population totale de 35.265.958 personnes), le Maroc compte parmi sa population active 1.171.974 chômeurs. Ce qui limite les ressources humaines dont dispose le pays pour réaliser le développement souhaité.

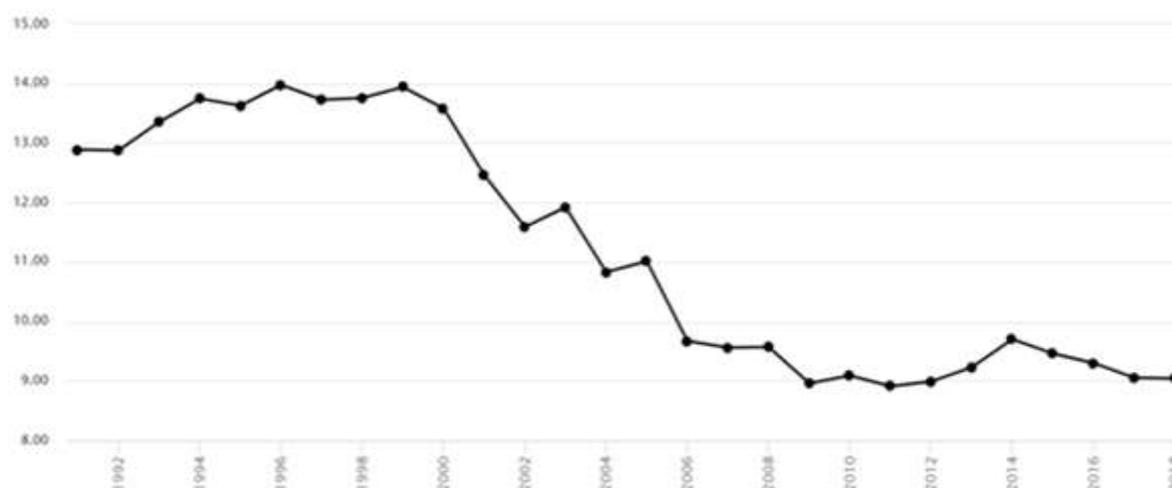
Tableau 1 : Population marocaine selon l'âge et le type d'activité au troisième trimestre 2018

Age	Type d'activité			Total
	Actifs occupés	Chômeurs	Inactifs	
Moins de 15 ans	32.915	-	9.232.105	9.265.020
15 - 24 ans	1.083.930	412.173	4.429.734	5.925.837
25 - 34 ans	2.852.630	518.723	2.304.460	5.675.813
35 - 44 ans	2.749.261	144.070	1.926.117	4.819.448
45 - 59 ans	2.887.395	78.133	2.473.541	5.439.069
60 ans et plus	951.287	18.875	3.170.609	4.140.771
Total	10.557.418	1.171.974	23.536.566	35.265.958

Source : HCP (2019)

Bien sûr, vu que le chômage une fois alarmant devient un trou noir qui met en péril toutes les stratégies du pays, le Maroc a multiplié ses efforts pour y faire face. D'après une vue d'ensemble qui s'étale sur plusieurs années, le Maroc a réussi à diminuer son taux de chômage.

Graph 1 : L'évolution du chômage au Maroc (% de la main-d'œuvre totale)



Source : Banque mondiale (perspective monde)

D'après ces statistiques de la Banque Mondiale, il est à constater qu'une large différence se dessine entre les années 90 et les années 2000 en termes de taux de chômage (voir graph 1). En effet, à partir du début de ce millénaire, le taux de chômage enregistre des taux beaucoup plus bas que ce qui était enregistré auparavant.

Bien que la situation de ces dernières années semble favorable mais la réalité reste très alarmante. A ce niveau, plusieurs aspects sont à citer :

2.1.1. Le chômage des jeunes diplômés :

C'est vrai que le taux du chômage au Maroc est alarmant. Mais c'est le chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui est le plus bouleversant. En effet, 36,30% des chômeurs sont titulaires d'un diplôme qualifié de niveau supérieur (voir tableau 2).

Tableau 2 : Structure de la population active en chômage selon le diplôme lors du troisième trimestre de l'année 2018

Type de diplôme	Le pourcentage de la population active en chômage selon le diplôme
Sans diplôme	21,30 %
Niveau moyen	42,30 %
Niveau Supérieur	36,30 %
Non déclaré	0.1 %
Total	100 %

Source : HCP (2019)

Ceci revient en premier lieu à l'inadéquation entre les formations proposées par le système d'éducation et de formation et les besoins des différents employeurs sur le marché marocain. Les jeunes diplômés sont alors souvent face à deux alternatives. Soit ils sont obligés de travailler dans des domaines autres que leur qualification avec des salaires non-satisfaisants. Ce qui est une perte pour les deux côtés : un employeur avec une main d'œuvre non-compétente dans le domaine et un employé non-satisfait de sa qualité de vie. Soit ils sont obligés d'émigrer. En effet, presque 17% des diplômés de l'enseignement supérieur au Maroc émigrent (Duhaut & Lhote, 2017). Ce qui engendre le phénomène « brain drain » (la fuite des cerveaux).

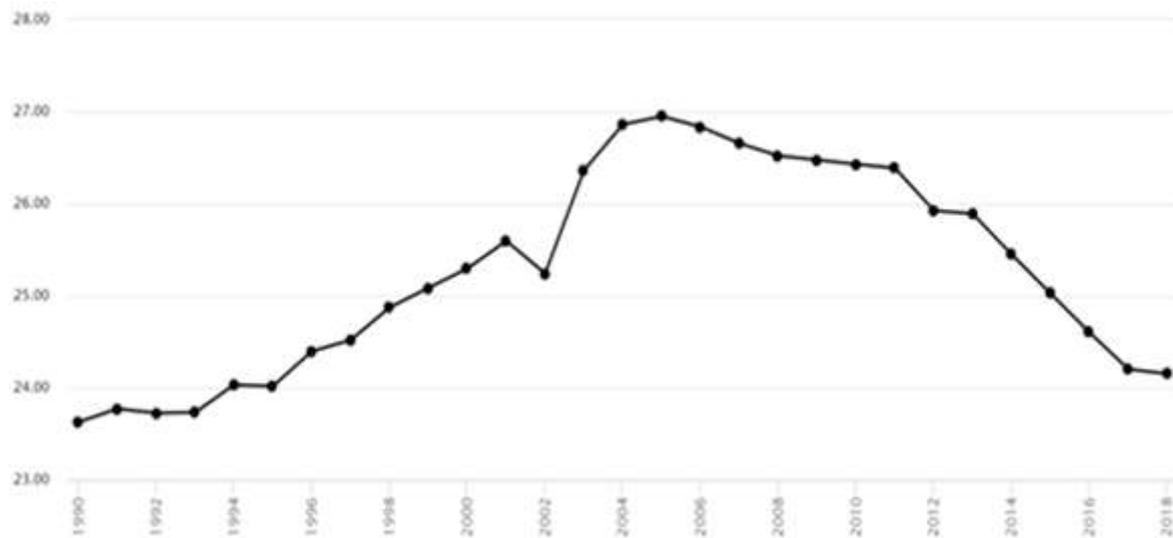
2.1.2. Disparités régionales en termes d'emploi :

Malgré les efforts fournis par le gouvernement marocain, les disparités régionales en termes d'emploi sont très importantes. L'équilibre espéré est loin d'être atteint.

2.1.3. Inégalité Hommes-Femmes devant la charge du travail :

Même avec les tentatives acharnées d'intégrer la femme marocaine dans le marché du travail, le pourcentage de la main d'œuvre de sexe féminin est toujours très faible par rapport à celui de la main d'œuvre de sexe masculin (CESE, 2014). En effet, en 2018, la main d'œuvre de sexe féminin constitue seulement 24.15% de la main d'œuvre totale au Maroc (voir graphe 2).

Graphe 2 : L'évolution de la main-d'œuvre de sexe féminin au Maroc (% de la main-d'œuvre totale)



Source : Banque mondiale (perspective monde)

2.1.4. L'ampleur du secteur informel :

Le secteur informel a fait sa véritable apparition dans les années 70 dans les pays en voie de développement (Ait Lemqeddem & Tomas, 2019). Mais vu la nature de ce secteur, il est difficile de mesurer son ampleur. Cependant, il reste indéniable qu'il occupe une place très importante dans le tissu économique du Maroc.

Le Maroc est alors en état critique. Sa situation est alarmante. La nécessité des facteurs de promotion d'emploi est urgente.

2.2. L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : UN LEVIER DE PROMOTION D'EMPLOI POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE AU MAROC

Convaincu de l'importance de l'économie sociale et solidaire comme facteur de croissance inclusive, le gouvernement marocain a procédé à la législation de ses instruments juste après l'indépendance (la loi des associations en Novembre 1958 et la loi des mutuelles en

Novembre 1963). Mais vu les défis sociaux majeurs dont souffre le Maroc tel le chômage, des programmes et des stratégies ont vu le jour à savoir l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH). Grâce à cette initiative, l'ESS au Maroc a connu une nouvelle ampleur et elle se permet davantage de répondre aux besoins sociaux.

L'économie sociale et solidaire contribue à la réalisation de la cohésion sociale en créant des emplois durables. En effet, sa force et son importance résident dans sa capacité à répondre aux besoins sociaux précisément en créant de nouveaux emplois. Si on s'intéresse précisément aux coopératives, on se permet de dire qu'elles contribuent fortement à la réalisation d'une croissance inclusive au Maroc. Et cela par la lutte contre le chômage.

Tableau 3 : L'effectif et le nombre des adhérents de l'ensemble des coopératives, des coopératives des jeunes diplômés et des coopératives féminines jusqu'à fin 2017

Région	Ensemble des coopératives		Coopératives des jeunes diplômés		Coopératives féminines	
	Effectif	Adhérents	Effectif	Adhérents	Effectif	Adhérents
Total	19.035	504.715	429	4.385	2.677	40.345

Source : ODCo

En fait, d'après une enquête faite auprès de l'ODCo Rabat, les données collectées (voir tableau 3) montrent clairement le nombre important des coopératives plantées dans les différentes régions du royaume et leur contribution en la création d'un nombre respectueux d'emploi. En effet, en 2017, les coopératives marocaines comprennent 504.715 adhérents. En plus, elles réussissent à créer des projets générateurs de revenu. Ce qui contribue à une diminution significative du nombre des chômeurs au Maroc. Et grâce à cette économie, les marocains ont recours à une nouvelle source d'emploi autre que le secteur informel. Leurs droits sont alors respectés et même avantageux vu que les coopératives ainsi que tous les acteurs de l'économie sociale et solidaire visent l'amélioration de l'état social des humains.

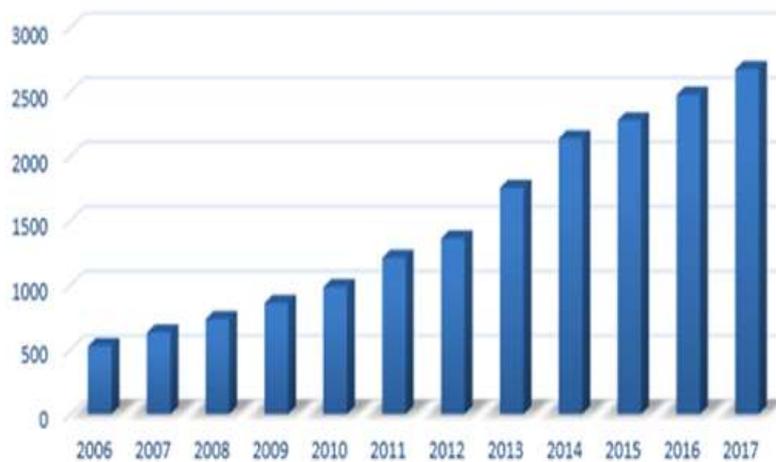
En plus de la contribution à la diminution du chômage en général, les coopératives permettent surtout d'intégrer les jeunes diplômés dans le marché du travail. L'année 2017 a enregistré 429 coopératives des jeunes diplômés qui comprennent 4.385 adhérents. Implantées dans les différentes régions du royaume, ces coopératives des jeunes diplômés sont un moyen de

préservé une main d'œuvre qualifiée au sein du territoire marocain afin d'en bénéficier pour répondre aux besoins sociaux de la population et améliorer ainsi la qualité de vie au Maroc.

Les coopératives contribuent aussi à l'émancipation de la femme marocaine par l'intermédiaire des coopératives de femmes. En 2017, le Maroc contient 2.677 coopératives féminines. Et ce nombre a tendance à augmenter vu l'évolution favorable des coopératives de femmes durant ces dernières années (528 coopératives féminines en 2006 à plus de 2.600 coopératives en 2017) (voir

graph 3). La création de ces coopératives contribue fortement à l'intégration de la femme marocaine dans le marché du travail. Et par conséquent, les inégalités entre les femmes et les hommes devant la charge du travail ont tendance à baisser.

Graph 3 : Evolution du nombre des coopératives de femmes au Maroc



Source : Auteur, à partir des données de l'ODCo

Cette contribution socio-économique des coopératives n'est pas la seule de son genre. Les associations, les fondations, les mutuelles ainsi que les entreprises sociales contribuent aussi à la promotion de l'emploi au Maroc. Elles font l'objet d'un engouement sans précédent et rencontrent les aspirations d'un nombre croissant de citoyens qui cherchent des solutions innovantes pour devenir acteurs du changement et construire une société plus juste (Bensassi & Laghribi, 2019). Et du côté, elles réussissent à réaliser une croissance inclusive, partagée et durable.

CONCLUSION

Le model de développement adapté autrefois basé sur le seul but d'augmenter la croissance économique a eu des répercussions négatives sur l'environnement et l'état social des humains. Dorénavant, chaque model de développement doit prendre en considération la nécessité d'utiliser la croissance économique pour le bien-être de la société. Ne laisser personne de côté afin de réduire les inégalités ainsi que la pauvreté est l'objectif qui revient, en fait, à chercher l'atteinte d'une croissance inclusive.

Au Maroc, la réalisation de cet objectif « atteindre une croissance inclusive, partagée et durable » semble difficile à réaliser malgré les efforts acharnés de l'Etat. En effet, la société marocaine souffre de plusieurs défis à savoir le chômage. Vu que le capital humain est un des facteurs cruciaux pour le développement d'un pays, le nombre important des chômeurs au Maroc retarde la réalisation d'une croissance inclusive.

Face à ce problème majeur, l'économie sociale et solidaire contribue à la promotion d'emploi par la création des projets générateurs de revenus, ainsi que l'insertion des jeunes diplômés dans le marché du travail. Les acteurs de l'ESS permettent aussi de diminuer les inégalités hommes-femmes devant la charge du travail par différents moyens à savoir la création des coopératives féminines. L'ESS est donc perçue au Maroc comme recelant des gisements d'activités et d'emplois (Mignot, 2018).

Il est évident maintenant que l'économie sociale et solidaire constitue un levier de promotion d'emploi dans le but de réaliser une croissance inclusive. Mais cela reste insuffisant. Une collaboration entre tous les acteurs à savoir le secteur public et le secteur privé est indispensable pour faire face aux défis du royaume. En plus, vu le contexte de la mondialisation de nos jours, il est de plus en plus nécessaire de développer l'esprit d'entreprendre même pour les acteurs de l'économie sociale et solidaire. D'où l'obligation de développer le secteur d' « entrepreneuriat social et solidaire » au Maroc.

BIBLIOGRAPHIE

Ait Lemqeddem H. & Tomas M. (2019) « *L'économie informelle au Maroc : quelles mesures pour une intégration dans l'économie organisée ?* » Revue Internationale des Sciences de Gestion « Numéro 3 : Avril 2019 / Volume 2 : numéro 2 » p : 219-238

Altai Consulting (Sébastien DUHAUT) et Agence française de développement (Xavier LHOTE), « *Les dynamiques d'inclusion/exclusion de la jeunesse en zone Méditerranée* ». Note technique n° 28. Avril 2017

Banque mondiale (perspective monde), <http://perspective.usherbrooke.ca> (Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945), date de consultation le 14/07/2019

Bensassi Nour H. & Laghribi S. (2019) « *L'entrepreneuriat social dans la région de Beni Mellal Khénifra : état des lieux et défis des coopératives alphabétiques* », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Numéro 9 : Juin 2019 / Volume 4 : numéro 1 » p : 451-473

Bouchard Marie, et al. « *L'évaluation de l'économie sociale dans la perspective des nouvelles formes de régulation socio-économique de l'intérêt général.* » Cahiers de recherche sociologique, numéro 35, 2001, p. 31–53

Bourguignon F., « *Assistons-nous à un basculement de l'économie globale ?* », Conférence plénière du Colloque international « Stratégie de développement : quel chemin parcouru, quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques », Hammamet, Juin 2010

CESE, « *Economie Sociale et Solidaire : Un levier pour une croissance inclusive* », Rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental. Auto-Saisine n° 19/2015

CESE, « *Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique, sociale, culturelle et politique – Les discriminations à l'égard des femmes dans la vie économique : réalités et recommandations* ». Auto-Saisine n° 18/2014

Chataigner Jean-Marc & Raffinot Marc, « *La croissance pro-pauvres : définition et politiques* », La lettre des économistes de l'AFD, N° 9 Juin 2005

Desroche Henri. *Pour un traité d'économie sociale*. Paris. CIEM. 1983

GABSI Chaker, « *Analyse économique de la pauvreté en Tunisie : approche monétaire et multidimensionnelle* ». Thèse pour l'obtention du titre de Docteur en Sciences Economiques. Université NICE SOPHIA ANTIPOLIS. Soutenue le 30/06/2016

Haut-Commissariat au Plan (Direction de la statistique). « *ACTIVITE, EMPLOI ET CHOMAGE Troisième trimestre 2018* ». Le 11 Juin 2019

Lévesque Benoît et Marguerite Mendell. « *L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche* ». Lien social et Politiques, numéro 41, printemps 1999, p. 105–118

Masquelin Antoine, « *Economie Sociale et Solidaire et Nations Unies : un rapprochement récent* ». Pour la solidarité European think & do tank. Notes d'analyse Economie sociale. Décembre 2014

Mignot Alfred, « *L'Economie Sociale et Solidaire : un futur accélérateur d'emploi pour les pays du sud* ». 18 Novembre 2018

Nations Unies. « *Pour un nouveau partenariat mondial : vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable, rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015* ». 2015

Nations Unies. Déclaration du Millénaire. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. 8e séance plénière. 8 septembre 2000.

Ndéré KA, « *Modélisation de la croissance pro-pauvre* », thèse pour obtenir le grade de Docteur en sciences économiques. Université de Montpellier. Soutenue le 05/12/2016

Osmani S., « *Defining Pro-Poor Growth* », Washington, International Poverty Center, United Nations Development Program. 2005

Ravallion M. et Chen S., « *Measuring Pro-Poor Growth* », World Bank, Policy Research Working Paper, n 2666, 2003

Sadni Jallab Mustapha, « *24- Croissance inclusive, réduction de la pauvreté et dynamique des inégalités dans les pays en développement. Une Lecture Critique* », in Lahsen Abdelmalki et al., *Développements récents en économie et finances internationales*, Armand Colin « Recherches », 2012, p. 339-354

Villemeur Alain, « *Stimuler la croissance de l'économie sociale et solidaire* ». Les cahiers du Cercle des économistes « Il n'y a pas de fatalité au Chômage de masse ». Mai 2017

White H. et Anderson E., « *Growth Versus Redistribution : Does the Pattern of Growth Matter ?* », Institute of Development Studies, University of Sussex, 2000